

505 LH 265 | 6

6112

(1941)

A

Application aux emprunts à l'étranger de la loi du 8 février 1941 - Intervention de l'Office des Changes.

Lettre S.N.C.F. au M. des Finances

18.4.41

Application aux emprunts à l'étranger de la loi du 8 février 1941 - Intervention de l'Office des Changes

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

C O P I E

Services Financiers

Paris, le 18 avril 1941

612-69

Monsieur le Ministre,

Une loi du 8 février 1941 a prescrit le versement à l'Office des Changes des sommes dues par une personne considérée comme française à une personne considérée comme étrangère, lorsque cet Office, sans délivrer les devises étrangères ou les autorisations nécessaires au règlement, estime que celui-ci répond aux conditions prévues par la réglementation des changes.

L'application éventuelle de cette disposition au cas des emprunts émis par les Réseaux à l'étranger soulève un certain nombre de questions qu'il me paraît nécessaire de soumettre à votre appréciation. Je crois, d'autre part, devoir mettre à profit cette occasion pour vous rappeler comment se présente, à ce jour, la situation de ces divers emprunts et attirer votre attention sur les mesures que cette situation nous semble, dans certains cas, devoir appeler.

Nous distinguerons dans ce qui suit trois catégories d'emprunts, dont les situations respectives sont sensiblement différentes ; les deux premières concernant des emprunts encore en circulation, émis soit en livres en Angleterre, soit en francs français en Suisse, la troisième catégorie comprend des emprunts libellés en francs suisses ou en florins des Pays-Bas et appelés au remboursement total en 1939.

I - Emprunts en Angleterre

Il s'agit de l'emprunt Nord 6 % 1922 et des emprunts P.O. et Midi 4 % 1935, libellés en livres sterling.

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances (Direction des Finances extérieures et des changes).-

Les provisions semestrielles aux banques anglaises chargées du service de ces emprunts ont été pour la dernière fois versées aux échéances des 1er mars 1940 (6 % Nord) et 15 mai 1940 (4 % F.O. et Midi).

Pour les échéances échues postérieurement, la contreva-leur en francs des provisions à constituer a été conservée dans nos Caisses. Toutefois, et conformément aux instructions reçues de vos Services, les Compagnies émettrices paient à leurs guichets en France les coupons et, le cas échéant, les titres amortis de ces emprunts pour leur contreva-leur en francs, sous déduction de l'impôt français.

Au cas où les provisions en suspens, ainsi que celles à constituer dans l'avenir, devraient être versées à l'Office des Changes en application de la loi du 8 février 1941 - ce que nous vous demandons de nous confirmer - nous pensons que ces versements devraient être limités aux seules sommes, d'ailleurs non connues à l'avance, qui ne seront pas réglées aux guichets des Compagnies émettrices en France. La solution la plus expédiente serait sans doute de précompter sur chaque versement à l'Office des Changes l'ensemble des paiements effectués directement aux porteurs de l'emprunt considéré depuis le précédent versement.

II - Emprunts en Suisse

Il s'agit des emprunts Midi 4 % 1930 et A.L. 4 % 1931, émis en Suisse et libellés en francs français.

Pour les échéances postérieures à juin 1940, nous n'avons pu jusqu'à présent obtenir de l'Office des Changes la mise à disposition effective des banquiers suisses chargés du service de ces emprunts du montant des provisions correspondantes.

Il y a là une situation qui nous paraît préjudiciable au crédit de la S.N.C.F. et nous nous permettons d'insister de nouveau pour que nous soyons mis à même d'assurer l'exécution des contrats qui nous lient.

Le Crédit Suisse vient, à ce sujet, par une lettre dont je vous adresse une copie ci-jointe, de formuler des réserves quant au taux de change auquel seront converties les provisions arriérées, ainsi qu'au droit des porteurs à des intérêts sur les titres amortis jusqu'à la date de mise à disposition effective des fonds. Etant donné que le manquement à nos engagements tient à des mesures d'ordre gouvernemental et n'est pas

.....

de notre fait, nous vous serions reconnaissants, Monsieur le Ministre, de nous faire connaître la suite qu'il convient de donner aux réserves ainsi formulées.

Si le service des emprunts en cause pouvait être repris en Suisse, les banquiers intéressés ne s'opposeraient sans doute pas - contrairement à la position qu'ils ont prise jusqu'à présent - à ce que nous ouvrions nos guichets en France au règlement des intérêts échus et titres amortis, disposition dont je crois devoir souligner l'intérêt pour les porteurs français.

Si, par contre, la reprise du service de ces emprunts était encore différée, nous pensons que, comme pour les emprunts visés en I ci-dessus, la S.N.C.F. devrait verser à l'Office des Changes l'ensemble des provisions constituées ou à constituer, une situation particulière se présentant toutefois en ce qui concerne l'échéance du 1er août 1940 pour l'emprunt Midi 4 % 1930, qui a été en son temps versée chez un banquier français pour le compte des banquiers suisses et y est restée bloquée.

III - Emprunts appelés au remboursement total

Un certain nombre d'emprunts émis à l'étranger (Orléans 5 % 1930 en Suisse, Orléans 6 % 1927 et 5 % 1928 et A.L. 5 % 1929 aux Pays-Bas, P.L.M. et A.L. 4 1/2 % 1932 aux Pays-Bas et en Suisse) ont été remboursés par anticipation de mai à octobre 1939. De même est venu au remboursement le 15 octobre 1939 l'emprunt des Grands Réseaux 4 % 1937 émis en Suisse.

La plus grande partie des reliquats de provisions de remboursement, tels qu'ils se comportaient en juin 1940, sont présentement bloqués à notre compte chez Morgan et C^o à New-York, où ils avaient été versés, sur notre demande et d'accord avec les banquiers chargés du service desdits emprunts. Les opérations de remboursement se sont trouvées de ce fait pratiquement arrêtées dès épuisement des sommes demeurées entre les mains des banquiers.

L'office des Changes ne nous a pas jusqu'à présent autorisés à donner suite aux règlements demandés par les banquiers suisses pour certains de ces emprunts au cours des derniers mois.

Dans le présent cas également, nous serions désireux, pour ménager le crédit des Réseaux à l'étranger, de pouvoir satisfaire à ces demandes, soit par transfert, s'il est reconnu

.....

possible, des dollars actuellement bloqués aux Etats-Unis, soit, à défaut, par prélèvements sur notre trésorerie courante ce qui libérerait alors de leur affectation spéciale dans nos écritures un montant correspondant de nos dollars bloqués.

En tout état de cause, nous pensons que la loi du 8 février ne nous impose aucune obligation de versement à l'Office des Changes du chef de ces derniers emprunts. Nous vous serions toutefois obligés de bien vouloir nous le confirmer.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.